

« Modes de génération » des « générations sociales »

Gérard Mauger

Centre européen de sociologie et de science politique de la Sorbonne (CESSP)

RÉSUMÉ

S'intéressant au « mode de génération » des « générations sociales », cet article pose d'abord la question de l'extension d'une génération et montre que l'apparition de nouvelles générations a partie liée avec les transformations du « mode de reproduction ». Il invite ensuite à en circonscrire l'usage au cadre d'une classe sociale ou à celui d'un champ. Il s'interroge enfin sur la sociogenèse d'une génération par un « événement fondateur » et s'interroge à cet égard sur la « génération de Mai 68 ».

MOTS-CLÉS: Champ, Classe sociale, Événement fondateur, Génération sociale, Mode de reproduction.

Mannheim (2012) définit les générations par leur situation dans le cours de l'histoire (Generationslage) : « une génération [...] participe en parallèle à la même période du devenir collectif », écrit-il. À cette situation correspond, selon lui, une « tendance à un mode de comportement, une façon de sentir et de penser déterminés » : un « habitus de génération », en quelque sorte (Mauger, 2012). La définition qu'en propose Marc Bloch est très proche :

Les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en particulier dans leur période de formation, des influences analogues, écrit-il. L'expérience prouve que leur comportement présente, par rapport aux groupes sensiblement plus vieux ou plus jeunes, des traits distinctifs ordinairement fort nets. [...] Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge, fait une génération (Bloch, 1974).

Mais Mannheim s'est également efforcé de rendre compte de l'écart qui se creuse entre générations successives. Chaque génération grandit « immergée dans des comportements, des sentiments et attitudes hérités », dont une part est inculquée « à l'insu de l'éducateur et de l'élève » et l'autre, apprise et enseignée consciemment. Conscientes ou inconscientes, « les expériences faites au cours de la vie ne s'accumulent [...] pas simplement par addition et entassement, mais s'articulent dialectiquement », écrit-il : les premières impressions (les "expériences de jeunesse") ont tendance à se figer comme une image naturelle du monde. Ultérieurement, chaque expérience ultérieure s'oriente par rapport à ce groupe d'expériences, qu'elle soit ressentie comme confirmation [...] de cette première couche d'expériences ou comme sa négation » : « toute expérience concrète reçoit [ainsi] sa forme déterminée, de cette référence aux expériences primaires ». Du caractère dialectique de cette genèse, procède l'importance décisive des « premières impressions », des « expériences de jeunesse », constitutives d'une « image naturelle du monde », du « tréfonds inconscient » dans le lexique de Mannheim (de l'« habitus primaire » dans celui de Bourdieu). La « tendance » propre à une génération est au principe de ses représentations, de ses pratiques et de ses œuvres : « du slogan [...] jusqu'au système construit, du geste apparemment isolé jusqu'à l'œuvre d'art, la même tendance structurante est à l'œuvre » (Mannheim, 2012). Que se passe-t-il lorsque cette « tendance » propre à une génération est confrontée à une transformation des structures sociales ? « L'enfant, l'adolescent [...] est constamment susceptible d'ouverture à de nouvelles influences », écrit-il. Enfants et adolescents « laissent sans problème s'infiltrer en eux des dispositions d'esprit, des habitudes nouvelles inconscientes ». À l'inverse, « l'adulte, transporté dans un nouveau milieu, transforme des aspects conscients des façons de penser et de se comporter, mais ne s'acclimate jamais de fond en comble de la même manière. Les façons de se comporter les plus fondamentales [...] s'immobilisent le plus souvent au stade de développement antérieur ». C'est dire qu'un changement radical de conditions objectives n'a pas les mêmes conséquences suivant l'âge, c'est-à-dire suivant le stade atteint dans la formation du « tréfonds psychique » (i. e. dans la sociogenèse de « l'habitus de génération »). Il s'agit alors de délimiter ces deux stades (ces deux « âges de la vie ») et, dans cette perspective, de déterminer le moment où « le tréfonds inconscient cesse de se former » (« l'habitus de génération » s'est alors cristallisé). Il semble, écrit Mannheim, qu'« un indice indirect de l'achèvement de ce processus se trouve dans la langue et l'accent. Si on peut établir quand la langue, le dialecte de l'individu sont fixés, on a au moins un point de repère extérieur pour déterminer le moment où prend fin la formation du tréfonds inconscient ». Et, citant les travaux de Meillet, il conclut que le

processus s'achève avant la vingt cinquième année : en deçà, les adaptations conscientes ou inconscientes s'agrègent au « tréfonds psychique », au-delà, il n'y a plus d'adaptations que conscientes, laissant le « tréfonds psychique » intact. C'est pourquoi, selon Mannheim, l'état des structures sociales auxquelles sont confrontées des générations différentes (associées à une Generationslage particulière et caractérisées, de ce fait, par un « habitus de génération » spécifique) n'exerce pas les mêmes effets sur les plus jeunes et sur les plus âgées.

L'EXTENSION D'UNE GÉNÉRATION

Mais, « il est facile de démontrer que la simultanéité chronologique ne suffit pas à constituer des situations de génération analogues », précise Mannheim. Il faut alors définir l'extension sociale d'une génération. « Personne ne prétendra [en effet] que les jeunesses, allemande et chinoise, autour de 1800 étaient dans une situation identique ». De même, « les paysans qui vivent dans des régions isolées et qui n'ont pas été touchés, ou fort peu par les bouleversements d'ensemble, doivent-ils être inclus dans le même ensemble générationnel que [...] la jeunesse urbaine ? », interroge Mannheim. « Certainement pas, répond-il, dans la mesure précisément où ils n'ont pas été touchés par les bouleversements sociaux et intellectuels qui ont agité la jeunesse urbaine ». Si l'on considère alors que « des individus du même âge ne sont liés par un ensemble générationnel que dans la mesure où ils prennent part aux courants sociaux et intellectuels [...] et où ils participent activement et passivement à ces interactions qui forment la nouvelle situation », on ne peut définir de générations qu'à l'intérieur d'univers sociaux précisément définis (classe ou fraction de classe) ou dans une « sphère » (ou un « champ ») de l'espace social. Mais on peut considérer, à l'inverse, que la participation, au même âge, aux mêmes événements est un critère suffisant d'appartenance à une même génération. De ce fait, l'extension sociale d'une génération peut varier d'un groupe restreint de « prétendants » dans tel ou tel champ (avant-gardes littéraires ou artistiques) à la quasi-totalité d'une classe d'âge (comme, en cas de guerre, lors de la mobilisation des soldats du contingent).

Quant à l'extension dans le temps d'une génération, on a vu que l'existence de générations distinctes dépend, chez Mannheim, du changement des structures sociales et, plus précisément, d'un bouleversement du « mode de génération » des générations successives. En effet, si ce « mode de génération » reste stable ou n'évolue que progressivement, la nouvelle génération, socialisée comme celle qui la précède, intériorise le même « habitus de génération ». Comment alors repérer

des transformations du « mode de génération » (*i. e.* des « cadres de socialisation ») susceptibles d'engendrer des générations distinctes ? La solution de ce problème (de périodisation) varie avec l'extension sociale donnée à la « situation de génération ». De façon générale, qu'il s'agisse du champ des classes sociales ou de tout autre champ,

on ne peut découper dans une population des générations (par opposition à de simples classes d'âge arbitraires), écrit, que sur la base d'une connaissance de l'histoire spécifique du champ concerné [...] : en effet, seuls les changements structuraux qui affectent ce champ possèdent le pouvoir de déterminer la production de générations différentes en transformant les modes de génération et en déterminant l'organisation des biographies individuelles et l'agrégation de ces biographies en classes de biographies orchestrées et rythmées selon le même tempo (Bourdieu, 1979).

La transformation du « mode de génération » des « nouveaux entrants » dans telle classe ou tel champ détermine alors l'apparition de générations distinctes et d'éventuels conflits de générations en leur sein. Mais, on peut, bien sûr, s'interroger sur les conditions qui permettraient de rendre compte de l'extension d'une génération à l'échelle d'une formation sociale. Dans cette perspective, on suppose, en général, que l'expérience faite au même âge d'un même « événement fondateur » peut engendrer une génération (Ihl, 2002).

C'est ainsi que l'étude de la sociogenèse des « générations sociales » s'est orientée dans deux perspectives (Mauger, 2009). L'une s'efforce d'identifier des changements, sinon des ruptures, dans « le mode de génération » des générations successives, c'est-à-dire des états distincts des « cadres de socialisation » (« stratégies familiales de reproduction », état du système scolaire, état du marché du travail, rapports entre système scolaire et marché du travail, état de l'offre de biens symboliques et des « formes d'encadrement »). L'autre perspective circonscrit les transformations du mode de génération à l'expérience faite au même âge d'un même « événement fondateur ».

GÉNÉRATIONS ET « MODE DE REPRODUCTION »

La notion de « génération » rappelle également la nécessité, pour toute société, de la « reproduction » de ses propres fondements : reproduction biologique du groupe, production de la quantité de biens nécessaires à sa subsistance et, indissociablement, reproduction des structures sociales où elles s'opèrent. Plus

précisément, la notion de « génération » est solidaire du concept de « mode de reproduction ». Bourdieu (1989) définit un « mode de reproduction » par le système de « stratégies de reproduction » adapté aux particularités du patrimoine familial qu'il s'agit de reproduire. Au « mode de reproduction familial » associé à la propriété familiale d'entreprises agricoles, industrielles ou commerciales qu'il s'agit de transmettre (le plus souvent de père en fils) s'oppose le « mode de reproduction à composante scolaire » associé aux grandes entreprises bureaucratiques dont le capital est dispersé et où le titre scolaire devient un véritable « droit d'entrée ». La différence fondamentale entre les deux modes de reproduction réside dans la logique proprement statistique du mode de reproduction à composante scolaire (il y a des « ratés » et des « miraculés » du système scolaire). Ces deux modes de reproduction qui opposent schématiquement le recours à la famille et le recours à l'école dans les mécanismes de transmission co-existent aujourd'hui. De façon générale, tout changement dans le mode de reproduction, c'est-à-dire tout nouvel état des mécanismes institutionnalisés de reproduction (état de la loi successorale, état du système scolaire, état du marché du travail, etc.) qui fonctionnent comme instruments de reproduction et, en définitive, toute transformation du « mode de génération » des générations successives est au principe de crises de reproduction et de l'apparition de « générations » distinctes.

Mais, les transformations du « mode de reproduction » n'ont pas les mêmes incidences sur les différentes « régions » de l'espace social. Cerner les effets socialement différenciés des transformations du « mode de reproduction » suppose une carte de l'espace social. Elle peut être « géographique », distinguant le centre et la périphérie, la capitale et les régions, les villes, les banlieues et les zones rurales. Dans ce cadre, on peut faire apparaître, par exemple, la diffusion progressive du romantisme au XIXe siècle ou les incidences spatialement différenciées de la désindustrialisation à partir de la fin des années 1970. Elle peut être « sociologique » : il s'agit alors d'identifier à l'échelle d'une lignée familiale, d'un champ ou d'une classe sociale, les changements survenus dans la définition des positions à occuper ou dans les manières institutionnalisées d'y accéder, c'est-à-dire les « modes de génération » des individus destinés à les occuper. De façon générale, la délimitation de « générations » distinctes à l'échelle d'une formation sociale, telle que les différences qui les séparent priment sur celles qui les traversent, n'est - mis à part, peut-être, le cas de générations associées à un « événement fondateur » - qu'un artefact statistique.

GÉNÉRATIONS ET CLASSES SOCIALES

Le problème de « l'articulation » entre « générations » et « classes sociales » est posé par André Masson (2009) :

un discours en vogue souligne [...] le sentiment commun de frustration partagé par les jeunes adultes de toutes conditions, sentiment engendré par le décalage bien réel entre des aspirations élevées et des réalisations moins glorieuses que leurs aînés. Les conséquences individuelles comme les effets sociaux d'un tel décalage ne sont certes pas à négliger, écrit-il, mais la volonté affichée de rassembler sous la même bannière les jeunes diplômés des grandes écoles avec le tiers de chaque classe d'âge qui sort du système scolaire sans qualification apparaît bien suspecte, alors que les perspectives d'avenir des uns et des autres n'ont rien de comparable.

Mais le problème n'est posé que pour être aussitôt évacué - « on ne se préoccupe que secondairement, écrit-il, des inégalités au sein des générations et du rôle de l'héritage familial dans leur reproduction éventuelle » - comme il l'est, en définitive, par Louis Chauvel (2010).

À vrai dire, la difficulté n'est pas nouvelle. L'objection était soulevée par les fondateurs des *Annales*. Lucien Febvre (1928) qui refusait de « s'encombrer de notions aussi confuses et mal définies que celle de génération », rappelait « qu'à une époque et dans un pays donné se distinguent autant de générations distinctes qu'il y a de classes ou de catégories sociales diverses ». Quant à Marc Bloch (1974) qui considérait que la notion de génération pouvait « fournir [...] à une analyse raisonnée des vicissitudes humaines son premier jalonnement », il rappelait qu'« une société [...] est rarement une », mais « se décompose en milieux différents » et que « dans chacun d'eux, les générations ne se recouvrent pas toujours ». « Les forces qui agissent sur un jeune ouvrier s'exercent-elles fatalement, au moins avec une intensité égale, sur le jeune paysan ? », interroge-t-il. De même, si Karl Mannheim (2012) cède à la logique ethnocentrique qui porte les intellectuels à étendre à l'ensemble du monde social des traits qui concernent leur microcosme, il n'ignore pas que l'on ne saurait inclure dans le même ensemble générationnel « la jeunesse urbaine » et « les paysans qui vivent dans des régions perdues ». Dans la même perspective, Lucien Febvre (1928) interroge : « est-il correct, est-il simplement possible de transporter dans le monde des paysans [des « états d'esprit ou de conscience » supposés propres à une génération] qui valent pour un nombre restreint d'hommes cultivés ? ». De même que l'extension d'une « génération sociale » à l'ensemble de l'espace social

trouve ses limites dans les distances sociales entre les classes, son extension à la totalité de l'espace géographique se heurte aux disparités régionales : « Ce qui s'appliquera, tant bien que mal, aux Parisiens vaudra-t-il pour les Toulousains ou les Lyonnais du même temps ? », écrit Lucien Febvre. Et Marc Bloch souligne « la lenteur de la propagation » des courants intellectuels et les « décalages » qui en résultent entre Paris et la province : « On était romantique en province [...] alors que Paris avait cessé de l'être ». De même encore, l'histoire relativement autonome des différentes « sphères » (ou des différents « champs ») de l'espace social interdit, selon Lucien Febvre (1928) de confondre, par exemple, « générations politiques » et « générations littéraires » : « rien ne nous garantit, écrit-il, qu'entre les générations politiques de 1660 et celles de 1690, il y ait eu les mêmes contrastes, et pour les mêmes raisons, qu'entre les générations littéraires de 1660 et de 1690 ». C'est pourquoi, sans pour autant « laisser tomber purement et simplement » la notion de génération, comme il invitait à le faire, il faut - mis à part peut-être le cas de « l'événement fondateur » - en circonscrire l'usage au cadre d'une « classe sociale » (ou d'une fraction de classe) ou à celui d'un « champ ».

Dans le cadre d'une classe sociale, « les conflits de génération » opposent des habitus produits selon des modes de génération différents, donc par des conditions d'existence qui « en imposant [par exemple] des définitions différentes de l'impossible, du possible et du probable, donnent à éprouver aux uns comme naturelles ou raisonnables des pratiques ou des aspirations que les autres ressentent comme impensables ou scandaleuses, et inversement » (Bourdieu, 1980). On peut observer, par exemple, qu'à la différence des professions libérales (et en particulier des médecins) qui ont su maintenir la définition traditionnelle du poste et des compétences qu'il exige et défendre des conditions d'accès au poste plus malthusiennes (« *numerus clausus* »), des catégories comme celle des cadres et des ingénieurs ont vu s'opposer des anciens promus « par le rang » aux nouveaux recrutés « sur titres » (Boltanski, 1982). De même, à la faveur de la domination des banques sur l'industrie et du renforcement des directions commerciales et financières par rapport aux directions techniques, les jeunes générations de cadres dirigeants issus du pôle « Sciences-Po, ENA, HEC » des grandes écoles, tendent aujourd'hui à supplanter les anciens cadres dirigeants issus du pôle « Polytechnique, écoles d'ingénieurs » (Bourdieu, 1989). Aux antipodes de l'espace social, c'est le même schème d'analyse qui conduit Abdelmalek Sayad (1999) à distinguer trois âges de l'immigration algérienne en France correspondant à trois « modes de génération » distincts. Et c'est encore le même schème d'analyse qui sous-tend la

délimitation de trois générations successives dans l'histoire de « la classe ouvrière » française telle que la retrace Gérard Noiriel (1986) ou la distinction entre « strate prolétarienne », « strate de la déprolétarianisation » et « strate de la précarisation » que propose Olivier Schwartz (1990).

GÉNÉRATIONS ET « CHAMPS »

L'usage de la notion de génération s'est banalisé dans l'histoire des différents champs de production symbolique : des « générations romantiques » étudiées par Jean-Claude Caron (1991) aux « générations intellectuelles » analysées par Jean-François Sirinelli (1988) en passant par les « générations littéraires » d'Albert Thibaudet (1936). Le schème d'interprétation récurrent est celui des « intellectuels frustrés » étudié par Roger Chartier (1982) (la « surchauffe » de la production universitaire ou l'inflation des titres scolaires induisant déclassement et ressentiment). On le trouve sous la plume de Robert Darnton (1983) pour rendre compte de l'apparition d'une bohème d'intellectuels déclassés à la veille de la Révolution française (« les Rousseau des ruisseaux »), sous celle de Louis Mazoyer (1938) pour rendre compte de « la génération de 1830 », sous celle de Laurent Kestel (2012) pour rendre compte de l'apparition des « anticonformistes » de la France des années 1930 ou encore sous celles de Raymond Boudon (1969) et Pierre Bourdieu (1984) pour rendre compte de la sociogenèse de « la génération de Mai 68 ». De façon plus floue, on peut imputer l'apparition de nouvelles « générations intellectuelles » aux changements de « l'air du temps » (« *Zeitgeist* »). Telle était la perspective de Dilthey (1924 : 37) qui avait à l'esprit la « génération romantique » (celle de Schlegel, de Schleiermacher, Hegel, Hölderlin, Novalis, Tieck) et qui définissait en ces termes la notion de génération : « une génération, écrivait-il, est constituée d'un cercle limité d'individus unis en un tout homogène par leur expérience des mêmes grands événements et des mêmes transformations culturelles survenues à l'âge où ils étaient le plus réceptifs, quelle que soit la diversité des facteurs postérieurs ». Telle était aussi celle de Mannheim (2012) qui avait à l'esprit les générations intellectuelles de la Vienne fin de siècle (Schorske, 1979 ; Pollak, 1984) ou celles de l'Allemagne de Weimar et qui s'intéressait « aux bouleversements sociaux et intellectuels qui ont agité la jeunesse urbaine ». C'est aussi la perspective de Bourdieu (1992) lorsqu'il écrit, à propos de la génération de Flaubert et de Baudelaire :

Comment ne pas supposer que l'expérience politique de cette génération, avec l'échec de la révolution de 1848 et le coup d'État de Louis-Napoléon

Bonaparte, puis la longue désolation du second Empire, a joué un rôle dans l'élaboration de la vision désenchantée du monde politique et social qui va de pair avec le culte de l'art pour l'art ?

De façon générale, à l'échelle d'un « champ », comme à celle d'une classe sociale, « les différences entre les générations (et la potentialité des conflits de générations) sont d'autant plus grandes que sont plus importants les changements survenus dans la définition des postes ou les manières institutionnalisées d'y accéder » (Bourdieu, 1979). Ainsi, les fluctuations du « droit d'entrée » (revu « à la hausse » ou « à la baisse ») permettent d'y délimiter des générations qui diffèrent au moins par leur mode de génération. Si bien que les conflits récurrents qui les traversent entre « détenteurs » (des places et des responsabilités) et « prétendants » à ces mêmes places opposent en fait des modes de génération différents sous couleur d'opposer des « jeunes » que les « vieux » renvoient à leur inexpérience et des « vieux » que les « jeunes » renvoient à leur archaïsme. Dans ces luttes entre détenteurs et prétendants, il s'agit, en fait, pour les prétendants d'imposer une nouvelle définition de « l'excellence » liée à leur propre mode de génération. C'est ainsi que la probabilité d'apparition d'une nouvelle génération et de « conflits de générations » dans un champ est d'autant plus élevée que « le droit d'entrée » et l'ordre des successions sont moins expressément réglés par des normes juridiques explicitement constituées. C'est, d'ailleurs, ce que constatait Mannheim (2012) : « la succession des générations apparaît plus clairement, écrit-il, dans [...] les regroupements libres (salons, cercles littéraires, etc.) qu'au sein des institutions qui prédéterminent habitus et manières de faire par des prescriptions ou des tâches collectives et occultent ainsi la nouveauté des générations montantes ».

*« Détenteurs » et « prétendants » dans les champs de production symbolique
Génération artistiques (Bourdieu, 1992)*

Loi spécifique du changement des champs de production symbolique, où « exister c'est différer », la dialectique de la distinction « voue les institutions, les écoles, les œuvres et les artistes qui ont "fait date" à tomber au passé, à devenir classiques ou déclassés, à se voir rejeter hors de l'histoire ou à "passer à l'histoire" » (p. 221) : d'où le privilège accordé à « la jeunesse », et aux valeurs de changement et d'originalité auxquelles elle est associée. « Faire date, c'est inséparablement faire exister une nouvelle position au-delà des positions établies, en avant de ces positions, en avant-garde » (p. 223).

Le vieillissement advient avec l'attachement à des modes de production d'autant plus « datés » qu'ils ont fait date et avec l'enfermement dans des schèmes de perception ou d'appréciation qui interdisent d'accepter ou même d'apercevoir la nouveauté, légitimant la fermeture à ce qui est devenu une nouvelle orthodoxie. Il s'engendre « dans le combat entre ceux qui ont fait date et qui luttent pour durer, et ceux qui ne peuvent faire date à leur tour sans renvoyer au passé ceux qui ont intérêt à arrêter le temps, à éterniser l'état présent » (p. 223), entre les « détenteurs » (des positions dominantes) qui ont partie liée avec la continuité et la reproduction et les « prétendants », « nouveaux entrants » qui, luttant pour « la reconnaissance » (*i. e.* « se faire un nom ») ont intérêt à la discontinuité et la rupture.

« Les nouveaux entrants ne peuvent que renvoyer continûment au passé, dans le mouvement même par lequel ils accèdent à l'existence, [...] les producteurs consacrés auxquels ils se mesurent » (p. 224), « soit au nom d'un principe de légitimation nouveau, selon le modèle de l'hérésie, soit au nom du retour à un principe de légitimation ancien » (p. 304), avec les risques de l'ambiguïté entre l'échec provisoire de l'« artiste maudit » et l'échec sans phrases des « artistes ratés ».

« Les différences dans le degré de consécration séparent en fait des générations artistiques, définies par l'intervalle, souvent très court, quelques années à peine parfois, entre des styles et des styles de vie qui s'opposent comme le nouveau et l'ancien, l'original et le dépassé » (p. 177).

L'impatience des prétendants à accéder à la succession conduit à faire de « la révolution permanente » la loi du fonctionnement du champ (p. 180) : « la révolution tend [alors] à s'imposer comme le modèle de l'accès à l'existence dans le champ » (p. 180) « et porte à penser [la vie artistique et intellectuelle] dans la logique de la mode » (p. 181).

« L'avant-garde est à chaque moment séparée par une génération artistique (entendue comme l'écart entre deux modes de production artistique) de l'avant-garde consacrée, elle-même séparée par une autre génération artistique de l'avant-garde déjà consacrée au moment de son entrée dans le champ » (p. 226).

Génération scientifique (Bourdieu, 1976)

Comment se spécifie la logique des luttes entre « détenteurs » et « prétendants » dans le cas particulier du champ scientifique qui doit, entre autres choses, sa

spécificité au fait que les concurrents ne peuvent pas se contenter de se distinguer de leurs devanciers déjà reconnus, mais sont contraints sous peine d'être dépassés et "déclassés", d'intégrer leurs acquis ? « À mesure qu'augmentent les ressources scientifiques accumulées, le capital scientifique incorporé qui est nécessaire pour se les approprier et avoir ainsi accès aux problèmes et aux instruments scientifiques, donc à la lutte scientifique, devient de plus en plus important (droit d'entrée). Il s'ensuit que la révolution scientifique n'est pas l'affaire des plus démunis, mais des plus riches scientifiquement parmi les nouveaux entrants ». Le degré d'homogénéité entre les concurrents s'élève parallèlement au « droit d'entrée » : « la compétition scientifique tend à se distinguer dans sa forme et son intensité de celle qui s'observe dans des états plus anciens des mêmes champs ou en d'autres champs où les ressources accumulées sont moins importantes et le degré d'homogénéité moins grand. [...] C'est ainsi que l'opposition entre les stratégies de conservation et les stratégies de subversion [...] tend à s'affaiblir à mesure que l'homogénéité du champ s'accroît et que décroît corrélativement le probabilité des grandes révolutions périodiques au profit des innombrables petites révolutions permanentes ». Dans la lutte qui les oppose, les dominants et les prétendants, c'est-à-dire les nouveaux entrants, recourent à des stratégies antagonistes. « Les dominants sont voués à des stratégies de conservation visant à assurer la perpétuation de l'ordre scientifique établi avec lequel ils ont partie liée ». Selon leur trajectoire sociale et la position qu'ils occupent dans la structure du champ, « les nouveaux entrants » peuvent se trouver orientés vers les placements sûrs des « stratégies de succession » (« invention selon un art d'inventer déjà inventé ») ou vers les placements beaucoup plus coûteux et risqués des « stratégies de subversion » (fondation d'un ordre scientifique hérétique). On peut supposer que la propension aux stratégies de conservation ou aux stratégies de subversion dépend d'autant plus des dispositions à l'égard de l'ordre établi que l'ordre scientifique est lui-même plus dépendant de l'ordre social dans lequel il se trouve inséré.

GÉNÉRATIONS ET « ÉVÉNEMENT FONDATEUR »

La sociogenèse de générations distinctes par l'expérience partagée au même âge d'un « événement fondateur » (Ihl, 2002) est un cas particulier de l'explication de l'apparition de « générations sociales » par les transformations de leur mode de génération. Elle repose sur une double hypothèse : d'une part, celle de l'existence d'événements susceptibles d'exercer des effets durables sur ceux qui en font

l'expérience, d'autre part, celle d'effets différentiels de l'événement selon l'âge de ceux qui y sont confrontés.

Si l'imagination sociologique des sondeurs ou des journalistes semble illimitée pour identifier des « événements » de tous ordres propres à engendrer des générations « de papier » (*i. e.* « sur le papier »), comment identifier des événements susceptibles d'exercer des effets objectivables et durables sur le cours des trajectoires biographiques de ceux qui les ont vécus et sur leurs « dispositions » ? Un classement schématique des travaux des historiens conduit à distinguer trois catégories d'événements. Les révolutions qui redéfinissent plus ou moins radicalement les modes de reproduction et les cadres de socialisation : ainsi Michel Bonnin (2004) a-t-il étudié récemment le cas du « *xiaxiang* », c'est-à-dire du mouvement d'envoi des « jeunes instruits » à la campagne en Chine (1968-1980). Les guerres qui mettent en suspens plus ou moins durablement le cours des trajectoires biographiques des combattants et affectent ou bouleversent la vie quotidienne des civils : l'exemple privilégié en la matière est celui de la guerre de 1914-1918 et de « la génération du feu » étudiée par Robert Wohl (1979), Antoine Prost (1977) et bien d'autres. Les crises politiques enfin qui ébranlent plus ou moins durablement l'ordre social sans que l'on puisse objectiver aussi facilement des changements de cadres de socialisation ou des inflexions du cours des trajectoires biographiques : la crise de Mai-Juin 1968 est un exemple classique (Hamon et Rotman, 1987 et 1988). Événements « traumatiques », événements « matriciels », ils sont censés exercer des effets assez significatifs et durables sur ceux qui les ont vécus pour engendrer une « génération sociale ». Mais tout porte à croire qu'ils ne font, le plus souvent, que consolider les dispositions préexistantes, d'où l'hypothèse, formulée par Mannheim, comme par Marc Bloch, d'« unités de génération » opposées au sein d'une même génération : « se passionner pour un même débat, fût-ce en sens opposé, c'est encore se ressembler », écrit Marc Bloch. Empiriquement, il s'agit d'objectiver « les effets » de l'événement, c'est-à-dire de définir des « marqueurs biographiques » (bifurcations scolaires, professionnelles, familiales, etc.) et de définir des indicateurs de dispositions (en particulier politiques).

Dans la mesure où ce genre d'événement - révolutions, guerres, crises politiques - est vécu par l'ensemble de la population, toutes classes d'âge confondues, l'hypothèse qu'ils puissent être au principe de l'apparition d'une génération distincte suppose qu'ils exercent des effets socialement différenciés selon l'âge ou, plus précisément, en fonction de la position dans le cycle de vie. Le problème posé diffère selon le type d'événements. Les guerres affectent différemment les jeunes générations mobilisées, directement exposées au combat par rapport aux

femmes et aux autres classes d'âge (ce qui ne signifie évidemment pas que les guerres n'aient pas d'effet sur elles). Si le cas du « *xiaxiang* » ne concerne directement que les générations de « jeunes instruits », ce n'est pas le cas des révolutions qui affectent de façon différenciée l'ensemble de l'espace social. En ce qui concerne les crises politiques qui affectent l'ensemble de l'espace social, on suppose que « la jeunesse » est plus « disponible », plus « sensible » à l'événement que les autres classes d'âge. Cette hypothèse ne semble pas fondement. La jeunesse peut être décrite, en effet, comme « âge de l'apesanteur » (affranchi des pesanteurs associées à un état professionnel et matrimonial stable), donc plus disponible aux sollicitations de l'événement, comme « âge de l'indétermination » (entre une position sociale d'origine qui s'éloigne et une position sociale de destination non encore atteinte), donc plus susceptible, sinon de ruptures, du moins d'inflexions, de conversions, etc., comme étape de cristallisation des habitus associée au travail d'ajustement des dispositions aux positions professionnelles et matrimoniales, donc disponible, sinon à des conversions, du moins à des inflexions.

UNE « GÉNÉRATION DE MAI 68 » ?

L'existence d'une « génération de Mai 68 » est généralement tenue pour acquise. On peut néanmoins se demander s'il ne s'agit pas d'une fiction collective, politiquement, médiatiquement, sociologiquement entretenue. Même si on limite ses contours au monde étudiant, il faut d'abord écarter l'idée banale mais fautive que « tous » les étudiants, garçons et filles, parisiens et provinciaux, issus de toutes les disciplines, toutes classes d'origine confondues, auraient été « soixante-huitards ». Outre les étudiants hostiles au mouvement qu'on peut affilier, dans la perspective de Mannheim, à une « unité de génération » spécifique, beaucoup étaient indifférents ou « inquiets ». Par ailleurs, au sein des étudiants mobilisés, le degré d'investissement, les formes de mobilisation, les « raisons » de l'engagement étaient évidemment variables : des militants des groupes d'extrême gauche (dont les « établis » représentaient sans doute la fraction la plus investie) aux simples badauds, en passant par les sympathisants, manifestants assidus ou manifestants d'un jour.

Quant aux « causes » de la mobilisation étudiante, les interprétations, souvent délivrées « sur le champ », font (sous deux formes différentes) de « la jeunesse » des sociétés « post-industrielles » une sorte d'équivalent structural de « la classe ouvrière » des « sociétés capitalistes ». Selon Edgar Morin (1969), la révolte étudiante trouve son origine dans « la culture adolescente » qui s'est fait jour au

sein de « la culture de masse » au début des années 1950 (Morin, 1962). La condition juvénile, définie, selon lui, par son « indétermination » liée à l'ambiguïté d'un statut « ni enfant, ni adulte », par son assignation à la « culture adolescente » et à la condition scolaire ou étudiante, est au principe de l'apparition d'une « classe d'âge juvénile », nouvel « acteur historique ». À l'appui de cette thèse, il évoque, survolant les décennies et les continents, « les bandes dites asociales » (*i. e.* « les blousons noirs »), où il voit « la préhistoire de la culture juvénile moderne » puis la « culture yéyé » (« l'aile droite » de la culture adolescente) et la « culture *beatnik* ou *hippie* » (son « aile gauche, non conformiste »), enfin « le mouvement étudiant », « symptôme d'une crise planétaire de l'humanité ». Il y a, selon Edgar Morin (1969), « une origine commune à la culture juvénile et au mouvement étudiant, c'est l'émancipation de la jeunesse ». Nombreux sont ceux, d'ailleurs, qui entreprennent alors de recenser « les révoltes des jeunes » à partir de 1968 et au cours de la décennie suivante, et qui, au vu de leur universalité, en viennent à attribuer à « la jeunesse » une « propension à la révolte ». En fait, en ce qui concerne l'« effet d'âge », l'« apesanteur » (économique et familiale) permet de rendre compte d'une « disponibilité biographique » qui était sans doute d'autant plus grande dans les années 1960 que les étudiants échappaient alors à l'anxiété qu'engendrent aujourd'hui les menaces de déclassement. Par ailleurs, l'« indétermination » provisoire des « héritiers », qui invitait à adopter ou à mimer pour un temps les dispositions et les poses de l'intellectuel, permet de comprendre l'engagement de certains d'entre eux à l'extrême-gauche à la fin des années 1960, indice d'appartenance à l'avant-garde intellectuelle de l'époque, comme l'était l'adhésion au parti communiste des normaliens à la fin des années 1940.

La signification « historique » de la crise de Mai-Juin 68, telle que l'expose Alain Touraine (1968), repose sur des analyses antérieures qui prophétisaient l'avènement d'une « nouvelle classe ouvrière » où, à côté des étudiants, les ingénieurs, les techniciens, les cadres, les chercheurs, « nouveaux intellectuels » ou « nouveaux prolétaires » selon Bon et Burnier (1966), étaient destinés à jouer un rôle moteur. En passant d'une « société machiniste » à une « société programmée », un nouveau conflit de classes se faisait jour. Selon Alain Touraine, « la vieille classe ouvrière » n'est plus « historiquement l'agent d'une action révolutionnaire dans notre société ». « Les nouveaux ouvriers, techniciens ou ingénieurs », catégories « montantes », créditées d'« une combativité inventive », de « revendications qualitatives » et de « mots d'ordre autogestionnaires » inaugurent alors « une forme nouvelle de lutte des classes » :

ils sont désormais « l'adversaire privilégié de la classe dominante » (« les technocrates »). C'est pourquoi, conclut Alain Touraine, « le rapprochement des techniciens ou experts avec les étudiants, eux-mêmes futurs techniciens ou experts, est de la plus grande importance, car il constitue une force sociale qui occupe une place centrale dans le nouveau système de production qui s'organise sous nos yeux ».

Enfin, Raymond Boudon (1969) et, ultérieurement, Pierre Bourdieu (1984) ont repris à leur compte la thèse des « intellectuels frustrés » pour rendre compte de la mobilisation étudiante de Mai-Juin 68. Ainsi Boudon s'est-il efforcé de montrer ce que la crise universitaire française de Mai 68 devait à « une nouvelle condition étudiante, qui fait de l'étudiant [...] un marginal en sursis d'insertion sociale et en situation d'anomie ». Les étudiants contestataires se seraient recrutés plus que proportionnellement parmi les étudiants d'origine bourgeoise confrontés à la menace de la régression sociale, à commencer par ceux qui étaient engagés dans des études aux débouchés incertains (comme la sociologie), dans un contexte où l'inadaptation de l'université aux nouvelles attentes du système économique et social, la croissance de ses effectifs et les changements morphologiques de son public prédisposaient un grand nombre d'étudiants à la contagion. Ultérieurement, Pierre Bourdieu (1984) impute « l'humeur anti-institutionnelle » des étudiants soixante-huitards au déclassement structural lié à l'inflation-dévaluation des titres scolaires :

l'accroissement de la population scolarisée et la dévaluation corrélative des titres scolaires (ou des positions scolaires auxquelles ils donnent accès, comme le statut d'étudiant) ont affecté l'ensemble d'une classe d'âge, ainsi constituée en génération sociale relativement unifiée par cette expérience commune, déterminant un décalage structural entre les aspirations statutaires - inscrites dans des positions et des titres qui, en l'état antérieur du système, offraient réellement les chances correspondantes - et les chances effectivement assurées, au moment considéré par ces titres et ces positions.

On peut néanmoins s'interroger sur la validité de deux hypothèses sous-jacentes à cette « thèse du déclassement » (Gruel, 2004). Aucune enquête ne permet d'affirmer que les étudiants « soixante-huitards » se seraient prioritairement recrutés dans les rangs de jeunes bourgeois menacés de déclassement. À l'inverse, selon Louis Gruel, « les étudiants, notamment les étudiants inscrits dans les sections les plus affectées par la rébellion, se situaient d'autant plus à gauche ou à l'extrême gauche qu'ils étaient d'origine sociale plus modeste ». Par ailleurs, le

déclassement des porteurs de titres scolaires dévalués n'est vraiment perceptible qu'à compter de la deuxième moitié des années 1970, c'est-à-dire après que le « gauchisme politique » et le « gauchisme contre culturel » se soient éteints (Mauger, 1994). Statistiquement contestable, la thèse du déclassement est d'ailleurs implicitement remise en cause par Bourdieu lui-même (1979) qui montre comment l'invention de « professions nouvelles » a permis à ceux qui n'avaient pas obtenu du système scolaire les titres que leur permettait d'espérer leur origine sociale, de se rétablir. Il s'avère, d'ailleurs, que le déclassement anticipé ou subi se manifeste - sporadiquement - par des luttes explicites contre le déclassement (comme le mouvement de contre le Contrat d'Insertion Professionnelle, CIP), tout à fait étrangères au « mouvement de Mai » (Mauger, 1996). L'enquête menée par Julie Pagis (2009) confirme l'absence quasi-totale du profil de l'étudiant déclassé issu des classes supérieures et met en évidence quatre modalités distinctes de la sociogenèse de l'engagement politique soixante-huitard : 1°) la transmission familiale d'une conscience politique « de gauche » (tradition communiste, mémoire résistante, mémoire juive et communiste, etc.) ; 2°) la conversion d'engagements religieux hérités (scoutisme catholique ou protestant, JEC, JAC) en engagements politiques *via* « la passerelle tiers-mondiste » ; 3°) le déclassement « vers le haut » d'intellectuels de première génération ; 4°) les « incohérences statutaires » propres à la génération des étudiantes des années 1960 (*i. e.* les décalages entre les droits et devoirs, entre les possibilités professionnelles ouvertes par les ressources scolaires acquises et la perpétuation de la domination masculine, entre les technologies contraceptives disponibles et la « répression sexuelle », etc.) qui ne trouveront une expression collective qu'ultérieurement dans le mouvement féministe. Ainsi met-elle en évidence la diversité des sociogenèses de l'engagement : croyances politiques ou religieuses d'un côté, changements morphologiques de l'autre (première vague de démocratisation scolaire et transformations de la condition féminine). Par ailleurs, s'efforçant de cerner les incidences biographiques de l'événement - scolaires (arrêts et reprises d'études), professionnelles (du « refus du travail » à « l'établissement », de l'invention de nouveaux métiers « socio-culturels » à la redéfinition de métiers traditionnels, ruraux au artisanaux), familiales (séparations et recompositions conjugales, vie en communauté) et politiques (militantisme syndical ou politique, « gauchiste » ou « contre-culturel ») -, Julie Pagis met en évidence trois familles de trajectoires caractérisées par : le décloisonnement social (étudiants « établis », ouvriers à l'université et paysans autodidactes) ; l'importation de dispositions contestataires dans la vie professionnelle (enseignement et recherche, animation socio-culturelle) ; l'investissement « contre-culturel ». Quatre phénomènes en résultent : des

expériences statistiquement rares mais devenues « emblématiques » de décloisonnement social, l'invention de ce que Bourdieu désignait comme « la petite bourgeoisie nouvelle », l'ouverture de nouveaux fronts de lutte entre « établis » et « prétendants » dans différents champs de l'espace social et « la révolution des mœurs » expérimentée dans l'univers contre-culturel (libération des femmes, liberté sexuelle, redéfinition du « métier de parents » et du « métier d'enfant », etc.).

Sans doute faut-il alors renoncer à tout schème explicatif unidimensionnel de la mobilisation étudiante et à l'identification d'effets homologues de l'événement sur les étudiants soixante-huitards et, de ce fait, à une vision unifiée de « la génération de Mai 68 ». L'enquête menée par Hervé Hamon et Patrick Rotman (1987 et 1988) sur « la génération de Mai-Juin 68 » s'inscrit dans la logique de la *self-fulfilling prophecy* : « des deux premières célébrations décennales de mai, couronnées par le premier ouvrage simplement et majestueusement intitulé *Génération*, a surtout émergé la capacité d'un petit nombre d'acteurs et chroniqueurs ex-trotskistes, ex-mao, ex-GP, parvenus aux commandes, à s'instituer, ou à se faire instituer les hérauts d'une génération, à en assumer la représentativité commémorative », note ainsi Pierre Nora (1992).

BIBLIOGRAPHIE

- BLOCH, M. (1974): *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Préface de Georges Duby, Paris, Librairie Armand Colin [7^{ème} édition].
- BOLTANSKI, L. (1982): *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit.
- BON, F. y BURNIER, M.-A. (1966): *Les nouveaux intellectuels*, Paris, Éditions Cujas.
- BONNIN, M. (2004): *Génération perdue. Le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne en Chine 1968-1980*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- BOUDON, R. (1969): "La crise universitaire française: essai de diagnostic sociologique", *Annales ESC*, mai-juin.
- BOURDIEU, P. (1976): "Le champ scientifique", *Actes de la recherche en sciences sociales* 2-3, juin.
- BOURDIEU, P. (1979): *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- BOURDIEU, P. (1980): "La "jeunesse" n'est qu'un mot" en *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit.

- BOURDIEU, P. (1984): *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIEU, P. (1989): *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- BOURDIEU, P. (1992): *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Les Éditions du Seuil.
- CARON, J.-C. (1991): *Génération romantiques. Les étudiants de Paris et le Quartier latin (1814-1851)*, Paris, Armand Colin.
- CHARTIER, R. (1982): "Espace social et imaginaire social: les intellectuels frustrés au XVII^{ème} siècle", *Annales ESC* 37^{ème} année 2, mars-avril.
- CHAUVEL, L. (2010[1998]): *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France du XX^e siècle aux années 2010*. Paris, Quadrige/PUF.
- DARNTON, R. (1983): *Bohème littéraire et révolution. Le monde des livres au XVIII^e siècle*, Paris, Hautes Études, Gallimard, Le Seuil.
- DILTHEY, W. (1924): *Gesammelte Schriften*, vol. 5, Leipzig (cit. en Schorske, C. E. (2000): *De Vienne et d'ailleurs. Figures culturelles de la modernité*, Paris, Éditions Fayard).
- FEBVRE, L. (1928): "Génération", en "Projets d'articles du vocabulaire historique", *Bulletin du Centre International de Synthèse* 7, juin.
- GRUEL, L. (2004): *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- HAMON, H. Y ROTMAN, P. (1987 et 1988): *Génération*, tome 1, *Les Années de rêve*, tome 2, *Les Années de poudre*, Paris, Éditions du Seuil.
- IHL, O. (2002): "Socialisation et événements politiques", *Revue française de science politique*, vol. 52, 2-3.
- KESTEL, L. (2012): *La Conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Éditions Raisons d'agir.
- MANNHEIM, K. (2012[1928]): *Le Problème des générations*, (Traduction de l'allemand par Mauger G. et Périvolaropoulou U. Préface, Introduction et Postface par Mauger G.), Paris, Éditions Armand Colin.
- MASSON, A. (2009): *Des liens et des transferts entre générations*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- MAUGER, G. (1994): "Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la «génération de mai 68»", en *L'identité politique*, CRISPA et CURAPP, Paris, PUF.

- MAUGER, G. (1996): "La Consultation nationale des jeunes. Contribution à une sociologie de l'illusionnisme social", *Genèses* 25, décembre.
- MAUGER, G. (2009): "Generations and relationships between generations", en *Daimon. Revista de filosofía*, 46.
- MAUGER, G. (2012): "Postface" en Mannheim K., *Le Problème des générations*, Paris, Éditions Armand Colin.
- MAZOYER, L. (1938): "Catégories d'âge et groupes sociaux. Les jeunes générations françaises de 1830", *Annales d'Histoire Economique et Sociale* 53, septembre.
- MORIN, E. (1962): *L'Esprit du temps*, Paris, Éditions Grasset.
- MORIN, E. (1969): "Culture adolescente et révolte étudiante", *Annales ESC*, mai-juin.
- NOIRIEL, G. (1986): *Les ouvriers dans la société française (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Éditions du Seuil.
- NORA, P. (1992): "La Génération" en Nora, P. (dir.) *Les Lieux de mémoire*, III, *Les France*, 1, *Conflits et partages*, Paris, Éditions Gallimard.
- PAGIS, J. (2009): *Les Incidences biographiques du militantisme en mai 68. Une enquête sur deux générations familiales: des "soixante-huitards" et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales (Vitruve et Ange-Guépin)*. Thèse de sociologie EHESS (directeur Mauger G.).
- POLLAK, M. (1984): *Vienne 1900*, Paris, Gallimard-Julliard.
- PROST, A. (1977): *Les Anciens combattants et la société française 1914-1939*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- SAYAD, A. (1999): *La Double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Éditions du Seuil.
- SCHORSKE, C.E. (1979): "Conflit de générations et changement culturel. Réflexions sur le cas de Vienne", *Actes de la Recherche en Sciences sociales* 26-27, mars-avril.
- SCHWARTZ, O. (1990): *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF.
- SIRINELLI, J.-F. (1988): *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Librairie Arthème Fayard.
- THIBAUDET, A. (1936): *Histoire de la littérature française de 1789 à nos jours*, Paris, Éditions Stock.

TOURAINÉ, A. (1968): *Le Mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Éditions du Seuil.

WOHL, R. (1979): *The Generation of 1914*, Cambridge, Harvard University Press.

Recibido: 4 de octubre de 2013

Aceptado: 4 de noviembre de 2013

Gérard Mauger est sociologue, directeur de recherches émérite au CNRS, chercheur au Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CNRS-EHESS-Paris I). Ses recherches concernent la sociologie des âges et des générations, la sociologie de la déviance, la sociologie des classes populaires, la sociologie des pratiques culturelles et la sociologie de la sociologie. Derniers ouvrages parus : (codir. avec Frédéric Lebaron), *Lectures de Bourdieu*, Paris, Éditions Ellipses, 2012 ; (codir. avec Osvaldo Battistini), *La difícil inserción de los jóvenes de clases populares en Argentina y Francia*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2012 ; *La théorie de la reproduction à l'épreuve de la massification scolaire* (édition bilingue franco-portugaise), Porto, Instituto de Sociologia, Universidade do Porto, 2012 ; *Repères pour résister à l'idéologie dominante*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2013 ; (codir. avec Louis Pinto), *Lire les sciences sociales*, Volume 6 / 2008-2013, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2013. mauger@pouchet.cnrs.fr